

455471-2026 - Concurso

Bélgica – Serviços de controlo e monitorização – Marché de services pour la désignation d'un organisme agréé pour les analyses de risques et contrôles selon la norme S21-100-1&2 et S21-112

OJ S 125/2026 02/07/2026

**Anúncio de concurso ou de concessão – regime normal - Anúncio de alteração
Serviços**

1. Adquirente

1.1. Adquirente

Nome oficial: SRL Centr'Habitat

Correio eletrónico: s.spoto@centrhabitat.be

Forma jurídica do adquirente: Empresa pública

Atividade da autoridade adjudicante: Habitação e equipamentos coletivos

2. Procedimento

2.1. Procedimento

Título: Marché de services pour la désignation d'un organisme agréé pour les analyses de risques et contrôles selon la norme S21-100-1&2 et S21-112

Descrição: Ce marché de services concerne l'analyse des risques incendie, les contrôles de conformité et de bon fonctionnement selon les normes S21-100-1 & 2 et S21-112 pour l'entièreté des immeubles à appartements du patrimoine de Centr'Habitat.

Identificador do procedimento: 709e9d4d-f27c-4f9e-94d7-5ff8da8a29c3

Identificador interno: PPP0M9-1240/6218/S26.1240

Tipo de procedimento: Aberto

O procedimento é acelerado: não

2.1.1. Finalidade

Natureza do contrato: Serviços

Classificação principal (cpv): 71700000 Serviços de controlo e monitorização

2.1.2. Local de execução

Subdivisão do país (NUTS): Arr. La Louvière (BE329)

País: Bélgica

2.1.2. Local de execução

Subdivisão do país (NUTS): Arr. La Louvière (BE329)

País: Bélgica

2.1.4. Informações gerais

Informações adicionais: L'estimation de ce marché se situe entre 197.000,00€ HTVA et 267.000,00€ HTVA pour toute la durée du marché soit 48 mois

Base jurídica:

Diretiva 2014/24/UE

2.1.6. Motivos de exclusão

Fontes dos motivos de exclusão: Documento do concurso

5. Lote

5.1. Lote: LOT-0001

Título: Marché de services pour la désignation d'un organisme agréé pour les analyses de risques et contrôles selon la norme S21-100-1&2 et S21-112

Descrição: Ce marché de services concerne l'analyse des risques incendie, les contrôles de conformité et de bon fonctionnement selon les normes S21-100-1 & 2 et S21-112 pour l'entièreté des immeubles à appartements du patrimoine de Centr'Habitat.

Identificador interno: S26.1240_1

5.1.1. Finalidade

Natureza do contrato: Serviços

Classificação principal (cpv): 71700000 Serviços de controlo e monitorização

5.1.2. Local de execução

Cidade: La Louvière

Código postal: 7100

Subdivisão do país (NUTS): Arr. La Louvière (BE329)

País: Bélgica

Informações adicionais: La Louvière (7100), Manage (7170), Le Roeulx (7070)

5.1.3. Duração estimada

Duração: 48 Meses

5.1.6. Informações gerais

Participação reservada:

A participação não está reservada.

Há que indicar os nomes e as qualificações profissionais do pessoal encarregado da execução do contrato: Não é exigida

Projeto de contratação pública não financiado por fundos da UE

O concurso é abrangido pelo Acordo sobre Contratos Públicos (ACP): sim

5.1.9. Critérios de seleção

Fontes dos critérios de seleção: Anúncio

Critério: Referências sobre serviços especificados

Descrição do critério de seleção: Une liste des principaux services prestés au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Niveau(x) minimal(aux): Cette liste doit être accompagnée d'une attestation de bonne exécution pour un marché similaire soit pour des analyses de risques et contrôles selon la norme S21-100-1&2 et S21-112 pour un montant minimum de 20.000€ par an

Critério: Outros requisitos económicos ou financeiros

Descrição do critério de seleção: 1. Le soumissionnaire atteste qu'il ne fait l'objet d'aucune condamnation pénale au sens de l'article 67, § 1er, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ou, en cas de condamnation pénale, qu'il a adopté des mesures de nature à démontrer leur fiabilité en dépit d'un motif d'exclusion obligatoire et ce, conformément à l'article 70 de la loi (mesures correctrices). Si marché > au seuil européen : A cet effet, les soumissionnaires remplissent la partie III A du D.U.M.E. L'adjudicateur se réserve la possibilité d'exiger la production d'un extrait du casier judiciaire récent ou de tout document équivalent délivré par une autorité judiciaire ou administrative compétente du pays dont le soumissionnaire est ressortissant. 2. Le soumissionnaire atteste qu'il est en ordre de paiement

de ses impôts et taxes et de ses cotisations sociales, conformément à l'article 68, § 1er, de la loi. Si marché > au seuil européen : A cet effet, les soumissionnaires remplissent la partie III B du D.U.M.E. L'adjudicateur procède à la vérification de la situation des soumissionnaires sur le plan des dettes sociales, sur la base des attestations qui sont disponibles électroniquement via l'application Télémarch ou via d'autres applications électroniques équivalentes et accessibles gratuitement dans d'autres Etats membres. A supposer que la vérification via une application électronique ne permette pas de vérifier de manière certaine que le soumissionnaire satisfait à ses obligations de paiement des cotisations de sécurité sociale, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander au soumissionnaire de produire l'attestation relative au dernier trimestre civil écoulé avant la date limite de réception des offres. Pour le soumissionnaire employant du personnel relevant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, l'attestation récente est délivrée par l'autorité compétente étrangère et certifie que le soumissionnaire est en règle avec ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale selon les dispositions légales du pays où il est établi. Cette attestation doit être équivalente à celle délivrée par l'ONSS en Belgique. Dans le cas où l'attestation fournie par Télémarch, une application électronique équivalente ou par l'autorité compétente ne démontre pas qu'il est en règle, le soumissionnaire peut régulariser sa situation, dans les cinq jours ouvrables du constat qu'il n'est effectivement pas en ordre. L'adjudicateur n'offre cette possibilité qu'une seule fois. Lorsque le doute persiste, l'adjudicateur peut s'enquérir de la situation du soumissionnaire assujetti à la sécurité sociale des travailleurs indépendants afin de vérifier s'il est en règle avec ses obligations en matière de paiement de cotisations de sécurité sociale. L'adjudicateur procède à la vérification de la situation fiscale des soumissionnaires, sur la base des attestations qui sont disponibles électroniquement via l'application Télémarch ou via d'autres applications électroniques équivalentes et accessibles gratuitement dans d'autres Etats membres. A supposer que la vérification via une application électronique ne permette pas de savoir si le soumissionnaire satisfait à ses obligations fiscales, l'adjudicateur se réserve la possibilité de lui demander directement de fournir une attestation récente justifiant qu'il satisfait à ses obligations fiscales. Il en va de même lorsque dans un autre Etat membre, une telle application n'est pas disponible. L'attestation doit être délivrée par l'autorité compétente belge et/ou étrangère et certifie que le candidat ou le soumissionnaire est en règle avec ses obligations fiscales selon les dispositions légales du pays où il est établi. Dans le cas où l'attestation fournie par Telemarc, via une autre application électronique équivalente d'un autre Etat membre ou par l'autorité compétente ne démontre pas qu'il est en règle, le soumissionnaire peut régulariser sa situation, dans les cinq jours ouvrables du constat qu'il n'est effectivement pas en ordre. L'adjudicateur n'offre cette possibilité qu'une seule fois. Lorsque le doute persiste, l'adjudicateur vérifie le respect des obligations fiscales de l'opérateur économique en interrogeant le Service public fédéral Finances pour autant que ce dernier délivre les attestations demandées par l'adjudicateur. 3. En outre, pour une période de 3 ans, l'accès au présent marché peut être refusé à tout fournisseur, en application de l'article 69, 7°, de la loi, sous le coup d'un écartement résultant de défaillances importantes ou persistantes constatées lors de l'exécution d'une obligation essentielle qui lui incombait dans le cadre d'un marché antérieur passé avec un adjudicateur, lorsque ces défaillances ont donné lieu à des mesures d'office, des dommages et intérêts ou à une autre sanction comparable . Si marché > au seuil européen : A cet effet, les soumissionnaires remplissent la partie III C du D.U.M.E. Lorsqu'un(e) document ou attestation demandé(e) ci-dessus n'est pas délivré dans le pays concerné ou ne concerne pas tous les cas prévus, il/elle peut être remplacé(e) par une déclaration sous serment ou, dans les pays où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays d'origine ou de provenance (art. 72, § 2, AR 18/04/2017). Le soumissionnaire interrogé

dispose au maximum d'un délai de douze jours de calendrier à compter de la date de la demande qui lui est adressée pour produire les documents requis. En cas de groupement de personnes physiques et/ou morales, les documents devant être fournis concernant chacune d'entre elles individuellement (art. 64 – AR 18/04/2017).

5.1.10. Critérios de adjudicação

Critério:

Tipo: Custo

Descrição: Prix

Categoria do critério de adjudicação peso: Ponderação (pontos, valor exato)

N.º do critério de adjudicação: 100

5.1.11. Documentos do concurso

Endereço dos documentos do concurso: <https://cloud.3p.eu/Downloads/1/1240/M9/2026>

5.1.12. Condições do concurso

Condições de apresentação:

Apresentação por via eletrónica: Necessário

Endereço para apresentação: <https://www.publicprocurement.be>

Línguas em que podem ser apresentadas as propostas ou pedidos de participação: francês

Catálogo eletrónico: Não autorizado

Variantes: Não autorizado

Descrição da garantia financeira: Cautionnement (3 % du montant estimé du marché (hors TVA), arrondi à la dizaine supérieure)

Prazo para a receção das propostas: 13/07/2026 14:00:00 (UTC+02:00) hora da Europa Oriental, hora de verão da Europa Central

Duração durante a qual a proposta deve permanecer válida: 180 Dias

Informações sobre a abertura pública:

Data de abertura: 13/07/2026 14:00:00 (UTC+02:00) hora da Europa Oriental, hora de verão da Europa Central

Local: Centr'Habitat SRL - Cellule Marchés publics, Rue Edouard Anseele, 48 à 7100 La Louvière

Condições do contrato:

A execução do contrato tem de ser efetuada no âmbito de programas de emprego protegido: Não

Faturação eletrónica: Necessário

Serão utilizadas encomendas eletrónicas: não

Será utilizado o pagamento eletrónico: não

5.1.15. Técnicas

Acordo-quadro:

Acordo-quadro, sem reabertura de concurso

Número máximo de participantes: 1

Informações sobre o sistema de aquisição dinâmico:

Inexistência de sistema de aquisição dinâmico

5.1.16. Informações adicionais, mediação e recurso

Instância de recurso: Conseil d'Etat

Informações sobre os prazos de recurso: Organisation fournissant les informations sur les recours et les délais : Conseil d'Etat

Organização que fornece informações adicionais sobre o processo de adjudicação: SRL Centr'Habitat

8. Organizações

8.1. ORG-0001

Nome oficial: SRL Centr'Habitat
Número de registo: 0401763211
Endereço postal: Rue Edouard Anseele, 48
Cidade: La Louvière
Código postal: 7100
Subdivisão do país (NUTS): Arr. Ath (BE32A)
País: Bélgica
Ponto de contacto: Sergio Spoto
Correio eletrónico: s.spoto@centrhabitat.be
Telefone: +32 64221782
Fax: +32 64216552
Endereço Internet: <http://www.centrhabitat.be/>

Funções desta organização:

Adquirente
Organização que fornece informações adicionais sobre o processo de adjudicação
Organização que recebe pedidos de participação

8.1. ORG-0002

Nome oficial: Conseil d'Etat
Número de registo: BE 0931814266
Endereço postal: rue de la Science, 33
Cidade: Bruxelles (Etterbeek)
Código postal: 1040
Subdivisão do país (NUTS): Arr. de Bruxelles-Capitale/Arr. Brussel-Hoofdstad (BE100)
País: Bélgica
Correio eletrónico: info@conseildetat.be
Telefone: +32 22349611
Endereço Internet: <http://www.raadvst-consetat.be/>

Funções desta organização:

Instância de recurso
Organização que fornece mais informações sobre os procedimentos de recurso

8.1. ORG-0003

Nome oficial: 3P - Aanbieder van diensten / Prestataire de services
Número de registo: BE 0475.480.736
Cidade: Antwerpen / Anvers
Código postal: 2000
Subdivisão do país (NUTS): Arr. Antwerpen (BE211)
País: Bélgica
Correio eletrónico: info@3p.eu
Telefone: +32 3 294 30 51

Funções desta organização:

Prestador de serviços no domínio da contratação pública

8.1. ORG-0004

Nome oficial: FPS Policy and Support
Número de registo: BE 0671.516.647
Cidade: Brussels
Código postal: 1000
Subdivisão do país (NUTS): Arr. de Bruxelles-Capitale/Arr. Brussel-Hoofdstad (BE100)
País: Bélgica
Correio eletrónico: e.proc@publicprocurement.be
Telefone: +32 2 740 80 00
Funções desta organização:
TED eSender

10. Alteração

Versão do anúncio anterior a alterar

:

fcf8f4ec-01c0-4a2a-95b8-bf1fff3a8586-01

Principal motivo da alteração

:

Informações atualizadas

Descrição

:

Les documents du marché n'ont fait l'objet d'aucune modification. Toutefois, un recensement des centraux incendie 2026 est mis à disposition à titre purement indicatif et n'engage en aucun cas la société quant aux quantités, à l'exhaustivité ou à l'état des éléments repris.
PROCEDURE - La date limite d'introduction des offres a été adaptée au 13/07/26 (14.00).

10.1. Alteração

Identificador da secção: LOT-0001

Identificador da secção: PROCEDURE

Informações sobre o anúncio

Identificador/versão do anúncio: 9a69982a-abf6-4d35-b6ff-03429375a243 - 01

Tipo de formulário: Concurso

Tipo de anúncio: Anúncio de concurso ou de concessão – regime normal

Subtipo de anúncio: 16

Data de envio do anúncio: 30/06/2026 00:00:00 (UTC+02:00) hora da Europa Oriental, hora de verão da Europa Central

Data de envio do anúncio eSender: 30/06/2026 00:00:00 (UTC+02:00) hora da Europa Oriental, hora de verão da Europa Central

Línguas em que o presente anúncio está oficialmente disponível: francês

Número de publicação do anúncio: 455471-2026

N.º de edição do JO S: 125/2026

Data de publicação: 02/07/2026